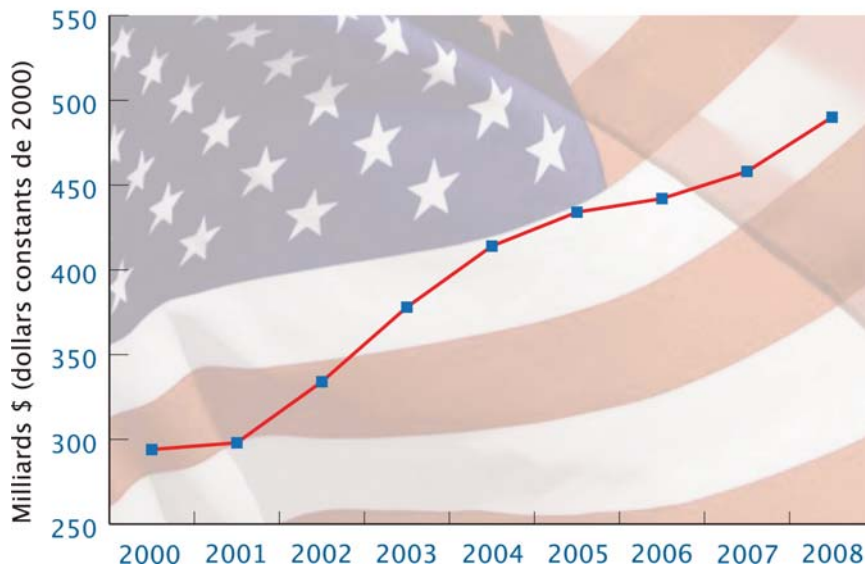


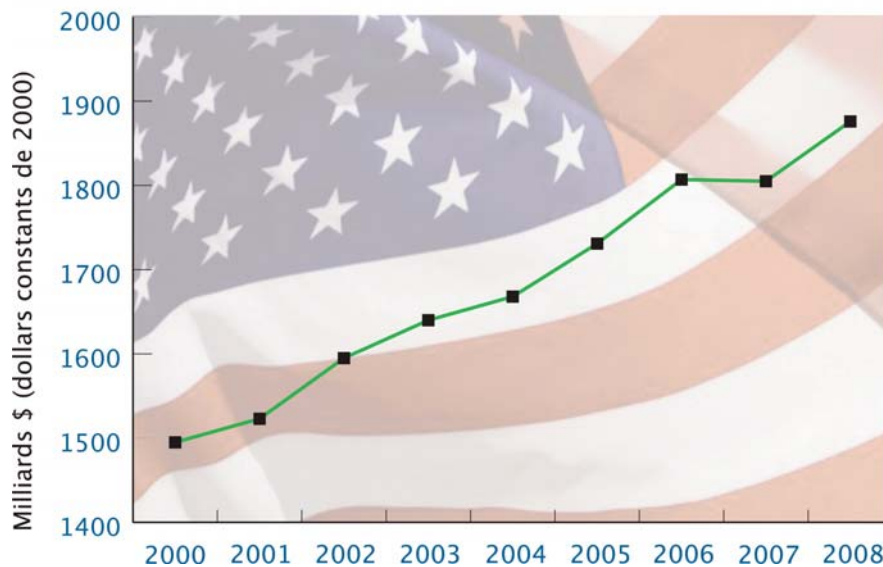
On entend souvent dire que la présidence du républicain George W. Bush fut caractérisée par une réduction de la taille de l'État et qu'il s'agit d'un exemple classique « d'échec du laissez-faire ». Pourtant, un simple examen des dépenses du gouvernement fédéral américain pendant les huit ans de l'administration Bush (voir Figures et Tableau) montre clairement qu'il s'agit d'un mythe grossier et totalement non conforme à la réalité.

On y constate en effet que les dépenses militaires ont été gonflées substantiellement pendant cette période, particulièrement dans les années suivant les attentats du 11 septembre 2001. Mais une réalité moins connue est que les dépenses non militaires ont également augmenté à un rythme bien supérieur à l'inflation (hausse réelle de plus de 25 % de 2000 à 2008).

Dépenses militaires du gouvernement fédéral aux États-Unis (2001-2008)



Dépenses non militaires du gouvernement fédéral aux États-Unis (2001-2008)



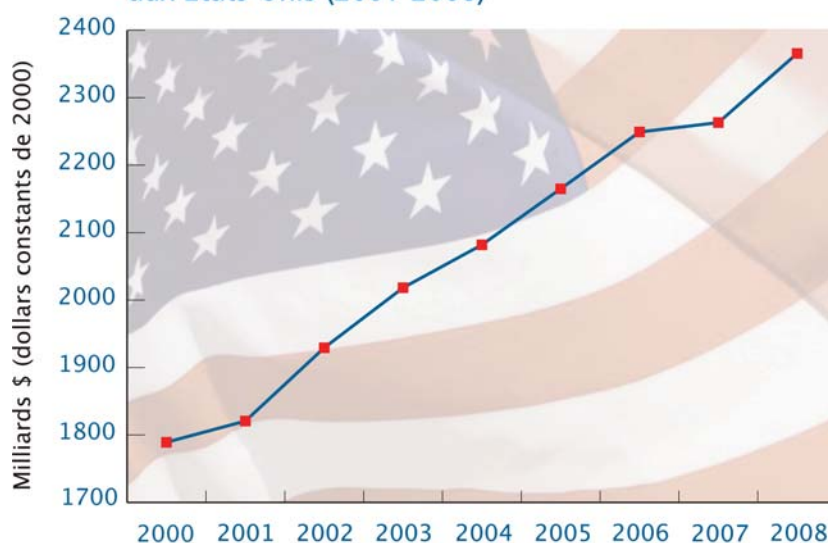
Le Point

sur l'explosion des dépenses du gouvernement fédéral américain

Le déficit budgétaire colossal laissé par l'administration Bush est donc loin d'avoir été causé uniquement par des réductions d'impôts. Enfin, on peut affirmer que longtemps avant sa réaction à la crise financière actuelle, le gouvernement de George W. Bush a été fortement interventionniste.

Source des données : *Budget of the United States Government (Historical Tables)*. **Note :** Les données pour 2008 sont des estimations.

Dépenses totales du gouvernement fédéral aux États-Unis (2001-2008)



Dépenses du gouvernement fédéral aux États-Unis (2001-2008) en milliards de dollars (\$ constants de 2000)

Année fiscale	Dépenses totales	Croissance dépenses totales	Dépenses non militaires	Croissance dépenses non militaires	Dépenses militaires	Croissance dépenses militaires
2000	1789		1495		294	
2001	1821	1,8 %	1523	1,8 %	298	1,3 %
2002	1929	6,0 %	1595	4,7 %	334	12,3 %
2003	2018	4,6 %	1640	2,8 %	378	13,1 %
2004	2082	3,2 %	1668	1,7 %	414	9,4 %
2005	2165	4,0 %	1731	3,8 %	434	4,8 %
2006	2249	3,9 %	1807	4,4 %	442	1,9 %
2007	2263	0,6 %	1805	-0,1 %	458	3,6 %
2008	2366	4,5 %	1876	3,9 %	490	7,0 %

L'Institut économique de Montréal (IEM) est un organisme de recherche et d'éducation indépendant, non partisan et sans but lucratif. Par ses études et ses conférences, l'IEM alimente les débats sur les politiques publiques au Québec et au Canada en proposant des réformes créatrices de richesse et fondées sur des mécanismes de marché.

Fruit de l'initiative commune d'entrepreneurs, d'universitaires et d'économistes, l'IEM n'accepte aucun financement gouvernemental.

Présidente du conseil

Hélène Desmarais

Président

Michel Kelly-Gagnon

Vice-président et économiste en chef

Marcel Boyer

Les opinions émises dans cette publication ne représentent pas nécessairement celles de l'IEM ou des membres de son conseil d'administration.

La présente publication n'implique aucunement que l'IEM ou des membres de son conseil d'administration souhaitent l'adoption ou le rejet d'un projet de loi, quel qu'il soit.

Reproduction autorisée à des fins éducatives et non commerciales à condition de mentionner la source.

Maquette et montage : Gilles Guénette

Institut économique de Montréal © 2009